

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 13/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DELPHARM**

4 RUE PIERRE HADOT  
51100 Reims

Références : D3 i 2025-126  
Code AIOT : 0005701604

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement DELPHARM implanté 10, rue du Colonel Charbonneau 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 07/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale des installations de combustion de 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELPHARM
- 10, rue du Colonel Charbonneau 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701604
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELPHARM exploite une installation de fabrication et de conditionnement de médicaments.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 18 avril 2018.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116	Sans objet
2	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
3	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Sans objet
4	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Sans objet
6	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'évolution de la réglementation des installations de combustion a rendu les prescriptions sur les rejets atmosphériques de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2018 inadaptées. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en annexe.

Les constats appellent des justifications sur la présentation du rapport de mesure du bureau de contrôle (vitesse, 3ème essai).

L'inspection propose un délai d'un mois pour la transmission de justification.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Registre MCP**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

### **Prescription contrôlée :**

#### **R. 515-114 :**

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

#### **R.515-115 :**

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

#### **R.515-116 :**

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

### **Constats :**

L'exploitant a réalisé la déclaration des installations de combustion le 15 janvier 2025. Le récépissé de déclaration mentionne 4 chaudières au gaz et une puissance totale de 17 MW. L'arrêté préfectoral de 2018 indique à l'article 2, 4 chaudières de 3,5 MW chacune pour un total de 13,5 MW. L'article 21.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-A 186 IC du 13 décembre 2004 mentionne également cette puissance.

L'exploitant indique ne pas avoir modifié les chaudières, seuls les brûleurs ont été changés en

<p>2016 et 2020.</p> <p>L'exploitant a confirmé les données de sa déclaration par mail du 28 janvier 2025 et demande la modification de son arrêté préfectoral.</p> <p>L'Inspection propose en annexe un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conditions de référence
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 16 janvier 2025 les rapports de mesures de surveillance du bureau de contrôle.</p> <p>Les rapports de contrôle du laboratoire de contrôle édités le 22 mai 2023 montrent que des conditions de référence sont respectées.</p> <p>Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : VLE Chaudières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Existantes - Ptotale > 5 MW>500h/an -Jusqu'au 31/12/2024
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <p>- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...]</p> <p>P &lt; 10 MW :</p> <p>SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) : /</p> <p>NO<sub>x</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) : 100 (2) (8)</p> <p>Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>) : /</p>

<p>P ≥ 10 MW :</p> <p>SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) : /</p> <p>NO<sub>x</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) : 100 (3) (6) (7) (13)</p> <p>Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>) : /</p> <p>(2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO<sub>x</sub> : 150</p> <p>(3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO<sub>x</sub> : 150</p> <p>(6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO<sub>x</sub> : 225</p> <p>(7) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO<sub>x</sub> : 150</p> <p>(8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO<sub>x</sub> : 225</p> <p>(13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO<sub>x</sub> : 120</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de contrôle édités le 22 mai 2023 montrent des mesures inférieures aux valeurs limites d'émission (VLE) de Nox (moyenne de 80 mg/Nm<sup>3</sup>).</p> <p>L'arrêté préfectoral n° 2004-A 186 IC du 13 décembre 2004 indique à l'article 21.2 des VLE pour les poussières et les SO<sub>x</sub> qui ne sont pas imposables dans l'AM. L'inspection proposera un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour mettre à jour les VLE des installations de combustion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Mesure périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la</p>

définition de biomasse.
<b>Constats :</b>  <p>Les rapports de contrôle ont été réalisés en 2023. La fréquence est respectée.</p> <p>L'arrêté préfectoral n° 2004-A 186 IC du 13 décembre 2004 indique à l'article 21.3 une surveillance tous les trois ans.</p> <p>L'inspection proposera un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour mettre à jour les surveillances.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Mesure périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.</p> <p>Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le rapport de contrôle édité le 22 mai 2023 pour une intervention le 15 mars 2023 n'indique pas la vitesse d'éjection pour les chaudières UEC2 et UEC1</p> <p>L'essai 3 qui semble correspondre au fonctionnement maximal, n'apparaît pas dans le rapport.</p> <p>Le rapport de contrôle édité le 22 mai 2023 pour une intervention le 13 avril 2023 n'indique pas la vitesse d'éjection pour la chaudière UEV1</p> <p>Le rapport ne respecte pas la présentation obligatoire de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 1 mois les justificatifs de ces absences. Ces éléments devront apparaître dans les mesures de contrôle de 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 :** Livret de chaufferie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Livret de chaufferie

**Prescription contrôlée :**

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 16 janvier 2025 des extraits du livret de chaufferie. Ce point a été constaté lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite